



Comment arracher l'abrogation du Contrat première Embauche ?

Selon l'UNEF et la coordination, dans plus d'une douzaine d'universités, des Assemblées massives se tiennent pour l'abrogation du C.P.E.

Les étudiants ont raison. Le C.P.E. est une arme contre la jeunesse étudiante, lycéenne et ouvrière, pour la réduire à merci devant le patronat, la priver de tous les acquis subsistant encore dans le droit du travail. Le CPE, comme le CNE destiné aux Pme, est aussi une arme contre tous les travailleurs salariés, une arme contre le CDI au sujet duquel Villepin a annoncé l'ouverture d'une concertation avec les directions confédérales. Il s'agit de faire de la précarité la norme, comme l'a souhaité dès son élection la présidente du Medef Parisot, au compte des capitalistes français.

A Rennes, Poitiers, Toulouse, Paris... des Assemblées étudiantes significatives se tiennent. Mais, au plus tard le 5 mars, le Sénat, après l'Assemblée nationale, aura adopté le projet de loi sur « l'égalité des chances » qui instaure le C.P.E, en finit avec la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, restaure le travail de nuit dès 15 ans.

Pourquoi le gouvernement a-t-il pu manœuvrer à sa guise depuis l'annonce du C.P.E. ? Toutes les organisations du mouvement ouvrier, de la jeunesse, se sont prononcées ensemble pour le retrait du CPE. Jusqu'ici, ces mâles résolutions ne l'ont été que sur le papier. Depuis fin janvier jeunes et travailleurs ont été ballottés d'une journée d'action à l'autre, isolés, alors que le CPE n'est pas l'affaire de la seule jeunesse !

Le 31 janvier, ouverture de la discussion parlementaire, pour une journée convoquée par la direction CGT... sans appel à la grève ! Le 2 février (fonctionnaires), le 7 février, puis une série d'actions encore plus émietées, convoquées par la coordination et le collectif des organisations étudiantes et lycéennes : 28 février, 2 mars, et d'ores et déjà le 9 mars. La FSU envisage de son côté une manif/promenade à Paris pour avril.

Le gouvernement a pu faire adopter au pas de charge le CPE – sans vote ! – par la « majorité » UMP sans être confronté à la manifestation centrale et nationale dans l'unité à l'Assemblée, laquelle aurait pu le faire reculer.

Pour que le gouvernement cède sur le C.P.E, il faut qu'il subisse une défaite, qu'il soit menacé dans son existence même, par la perspective d'un mouvement d'ensemble pour l'affronter et le vaincre.

La responsabilité des directions syndicales – étudiantes, enseignantes, ouvrières – est totale.

Ce sont eux qui prennent les décisions, convoquent la ribambelle de journées d'actions et de manifestations dispersées et sans objectif. Eux qui participent sans discontinuer aux concertations et groupes de travail ouverts par le gouvernement sur le contrat de travail, ou encore sur la refonte du code du travail, au lieu de convoquer pour affronter le gouvernement:

la manifestation centrale de tous les travailleurs et jeunes à Paris, pour l'abrogation du C.P.E.

Le front unique des organisations du mouvement ouvrier, CGT, FO, FSU, UNEF, PS, PCF, peut permettre de défaire le gouvernement Chirac-Villepin.

- Si en particulier les directions syndicales cessent de s'associer à la mise en oeuvre de la politique du gouvernement UMP, rompent avec lui, cessent le « dialogue social »
- S'ils sont contraints d'organiser le combat pour infliger une défaite à ce gouvernement, briser son offensive

**Alors le C.P.E pourra être abrogé,
et la voie sera ouverte pour balayer les lois réactionnaires qui s'abattent depuis 2002.**

Le C.P.E est l'expression de ce que le capitalisme offre comme avenir à la jeunesse, mais au travers elle à toute la société : la précarité, l'exploitation et l'oppression sous toutes ses formes.

Dans le combat pour mettre fin à l'offensive du gouvernement Chirac-Villepin peuvent se réunir les conditions de la venue au pouvoir d'un autre gouvernement, un gouvernement d'unité des organisations du mouvement ouvrier.

Assurer le droit au travail pour tous est possible, par la diminution massive du temps de travail, l'interdiction des licenciements, du travail précaire, par l'organisation de la production en fonction des besoins sociaux et non plus du profit. Pour cela il faut rejeter les exigences des capitalistes, briser la 5^{ème} République, rompre avec l'Union Européenne pour s'engager sur la voie de l'expropriation du capital.

Face à l'arsenal législatif et policier du gouvernement aux ordres du Medef, jeunes et travailleurs n'ont pas d'autre arme que l'organisation pour changer le cours des choses. Le Cercle entend contribuer à la construction du parti ouvrier révolutionnaire, pour le socialisme. Prenez contact, rejoignez-nous !